



**LA FRANCE
INSOUMISE 65**

Conférence de presse
action étudiante

Jeudi 28 mai 2021

Contact Presse :

Sylvie Ferrer : 07 83 81 15 62

Grégory Korn : 06 52 36 30 61

Porte-paroles du groupe France Insoumise 65

introduction

En 2020-2021 le Covid nous a révélé combien nos sociétés sont fragiles. Les conséquences de la crise sanitaire sont inédites et d'une extrême gravité, avec une hausse sans précédent de la pauvreté et notamment celle qui touche les jeunes adultes de 18 à 25 ans.

La pandémie a frappé de plein fouet les étudiants. Le confinement a interrompu les jobs rémunérés des plus précaires. (1 étudiant sur 2)

Avec un coût moyen des études de 800 euros/mois, ils n'arrivent plus à accéder aux produits de première nécessité. Du coup les associations d'aide alimentaire ont vu arriver en nombre les étudiants dans les remises de colis alimentaires et la fourniture de repas.

Ils n'avaient pas vu cela depuis la seconde guerre mondiale ! En conséquence, on observe un taux de 46% de détresse psychologique et 40% de décrochage universitaire.

Sur le département nous avons plus de 6000 étudiants, dont une part significative d'étudiants boursiers (40% environ) et d'étudiants étrangers, en situation d'isolement. On ne peut pas rester sans rien faire. Il faut que les collectivités territoriales prennent acte de cette situation. Le conseil départemental a supprimé les bourses aux étudiants en 2018-2019. Il faut les remettre. Le conseil régional doit aussi faire sa part en aidant à la mobilité pour rentrer chez soi.

C'est possible, certains le font :

- Le conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques a mis en place des bourses départementales alignées sur les échelons des Bourses versées par les CROUS, sous la forme d'un complément forfaitaire annuel ;
- Le Département de la Gironde a ouvert un dispositif exceptionnel expérimental sur 18 mois pour les jeunes de 18 à 29 ans : Cap'J crise. Ce dispositif est destiné aux jeunes en insertion, en formation professionnelle ou étudiants qui se retrouvent en situation de précarité à cause de la crise sanitaire actuelle ;
- Dans la commune de Grande-Synthe (département du Nord) les services sociaux de la commune donnent un revenu minimum étudiant (RME), en fonction des revenus de l'étudiant et du quotient familial.

La pauvreté des jeunes doit être la priorité des politiques publiques à présent.

Les jeunes ont fait preuve de solidarité pendant le covid. Maintenant c'est à nous d'être solidaires.

Victoria Klotz
Artiste plasticienne

Canevas présentation de l'action étudiant

par Marie Pigeat

Bonjour Mesdames, Bonjour Messieurs, Je vous remercie pour votre présence.

Victoria a dressé un bilan de la situation économique et sociale des étudiants

Pour ma part je viens vous exposer les raisons de notre présence, ici devant l'ENIT, à proximité du resto U. Situation paradoxale puisque les étudiants n'arrivent même pas à se nourrir.

Des étudiants sont venus nous parler de leur mal vie. Leurs conditions d'étude et d'existence se sont brutalement aggravées au cours de ces derniers mois. Ils pensaient, courant 2020, que les choses iraient en s'améliorant. Début 2021, ils constatent que leur vie continue de s'effondrer. Ils se demandent comment ils ont réussi à tenir, à survivre jusque-là.

Une enquête réalisée sur un échantillon de 50 étudiants sur Tarbes a révélé que :

Si leur budget mensuel se situe entre 320 et 330 euros et qu'ils indiquent consacrer entre 28 et 30 euros par semaine pour leur budget alimentaire, certains indiquent cependant qu'ils ne peuvent lui affecter que **50€ par mois**.

Quelques-uns ont terminé cette enquête en écrivant « *j'ai faim !* » « *j'ai tout le temps faim* »

Et on s'est entretenu avec certains qui nous ont dit :

« *On ne veut pas la charité ou être à la charge de quelqu'un. On veut juste avoir suffisamment de quoi vivre pour étudier, réussir nos diplômes et avoir un avenir professionnel !* »

Ok, alors on fait quoi pour agir ? On écoute et on compatit et on attend que les choses reviennent seules à la normale ? Ensemble, on a décidé de faire connaître ça !

Il fallait que ce cri devienne **public**. C'est pourquoi nous leur avons proposé qu'ils écrivent **un tract** de façon collective. C'est-à-dire, eux, leurs copains, les copains de leurs copains étudiants. Pour que ce tract (*présentation rapide du recto/verso*) se fasse l'écho le plus large de leurs préoccupations.

Nous les avons aidés, soutenus. Nous avons écouté, imprimé. Aujourd'hui nous continuons. Nous contribuons à sa diffusion. Si les étudiants le font circuler par leurs réseaux, nous, nous le faisons circuler sur les marchés, assorti d'une pétition.

Ce travail est engagé depuis 3 semaines environ par les étudiants. En ce qui nous concerne, nous avons débuté cette action sur les marchés depuis une semaine. A ce jour près de 500 personnes ont répondu favorablement et soutenu leurs revendications. Le tract a aussi été mis en ligne. Cette action de sensibilisation doit se poursuivre jusqu'à la fin de l'année scolaire (juillet).

En même temps nous leur avons proposé de saisir « *Ceux qui ont le pouvoir d'agir* ». C'est-à-dire les personnalités qui peuvent aider à peser en leur faveur " étudiants du département des Hautes Pyrénées". En effet, si le plus grand nombre est scolarisé sur Tarbes, n'oublions pas les classes de BTS qui sont ouvertes dans d'autres villes. C'est ainsi que l'idée d'écrire une lettre ouverte a été approuvée. Si le tract est le cri des étudiants, la lettre ouverte se veut-elle être une interpellation par les Insoumis des Hautes-Pyrénées du Préfet, de la hiérarchie académique, des chefs d'établissements, des directions des différentes structures universitaires ou de leurs représentants, des élus sur la situation des étudiants dans notre département.

Cette lettre fait état des mesures adoptées par les pouvoirs publics et leur faible incidence sur une amélioration rapide et réelle de la situation vécue par ces étudiants.

(Commentaires lettre ouverte et revendications étudiants).

Pour en discuter avec le Préfet il faut que le cri des étudiants soit entendu. Il faut que le Préfet accepte de les recevoir ! Nous en profiterons aussi pour lui remettre les pétitions.

Les étudiants ont besoin de votre aide. Cette rencontre peut y contribuer.

Vous, dont le métier est de faire connaître, partager l'information.

Vous, qui avez été un jour aussi étudiants.

Vous qui avez peut-être aussi des enfants étudiants

Votre engagement est vital pour certain.

Être poussé à lâcher la rampe à 22/24 ans ne peut nous laisser indifférent. Il faut donner les moyens aux étudiants de pouvoir étudier et réussir.

Notre pays a besoin d'une jeunesse vivante, heureuse, dynamique et porteuse d'avenir !

Il est possible d'inverser le cours des choses. Des pistes de réflexion, de progrès sont à partager **pour qu'un Avenir en Commun devienne une réalité**.

Marcel, Jean et Marie-Michelle vont maintenant vous en présenter les grandes lignes.

Pour nous, cette action de solidarité concrète menée au côté des étudiant.e.s des Hautes-Pyrénées, dont une partie croissante est en difficulté s'articule avec les propositions de notre programme « **L'Avenir En Commun** ».

Nous avons déjà rencontré la presse pour la présentation du premier cahier « **Vite la V^{ème} République** ».

Ce cahier n° 3 intitulé « **Le progrès social et humain** » vient de paraître. Il consacre une partie essentielle aux propositions pour la jeunesse :

- pour la jeunesse, un horizon de progrès
- face à la pauvreté, pour les jeunes, des mesures d'urgence.

Au-delà de la problématique des jeunes ce cahier n° 3 aborde de nombreuses propositions du programme « l'avenir en commun ».

Cela consiste aussi bien à expliciter comment est abordée la politique de l'emploi qu'à présenter le recentrage du droit du travail autour du travailleur. La lutte active contre le chômage est associée aux perspectives de la diminution globale du temps de travail et à la création des emplois nécessaires à la transformation de la société aux plans écologique, médical et social. Concernant cet aspect social de nombreuses propositions novatrices sont présentées, par exemple :

- un dispositif « garantie dignité » simplifiant un accès aux droits et un revenu mensuel pour tous
- la notion de « citoyenneté d'entreprise »
- un nouveau partage du temps pour redonner une place aux pratiques artistiques, sportives, culturelles, inventives
- et bien d'autres encore

Le choix de la justice fiscale, l'objectif d'abolir les privilèges et de lutter contre la fraude, le refus du chantage à la dette assurent les financements nécessaires.

Ce cahier témoigne de la cohérence et de la solidité du programme.

Il est en vente dans les librairies, magasins de presse. Vous pouvez également le consulter en ligne sur le site internet « **noussommepour.fr** ». Vous pourrez participer à l'actualisation du programme en répondant au questionnaire inclus dans le cahier.

C'EST LEUR VIE,

Morgane, 22 ans, étudiante en 2^{ème} année BTS ESF

☎ 06 59 68 75 98

Morganejay6@gmail.com

« Depuis 2 ans je suis arrivée sur Tarbes pour préparer ce BTS. Je vis avec 74€ d'APL et 100€ que mon père me verse chaque mois. Je n'ai pas de bourse donc pas de CROUS car j'ai arrêté mes études du fait de difficultés avec ma famille.

J'ai travaillé pendant 18 mois et suis restée hébergée en partie dans ma famille pendant ce temps-là. Du fait, de la prise en compte des revenus pour le calcul des bourses qui se réfère aux 2 années précédentes je n'ai rien pu obtenir car mes parents m'avaient déclarée sur leur foyer fiscal.

Mon loyer est de 270€ tout compris. Pour tenir la tête hors de l'eau, j'ai réussi à travailler tout l'été 2020 et à chaque période de vacances jusqu'en février et donc à économiser pour faire face à mes dépenses.

Je suis bénévole au Secours Populaire. Je bénéficie de l'aide alimentaire. »

Lison, 22 ans, étudiante en 2^{ème} année de GEA

Lison.monclus@gmail.com

« Depuis novembre 2020 j'ai perdu mon travail. Mes parents subissant eux aussi des revers financiers du fait de la crise sanitaire et ayant un autre enfant à charge ne peuvent pas m'aider.

Actuellement, je dispose d'une bourse de 250€ et de 200€ d'APL. Mon loyer est de 400€. Il me reste 50€ pour vivre. Je bénéficie de l'aide alimentaire ».

2021, C'EST MA VIE

«Maintenant que j'ai payé ma facture d'électricité, je vais pouvoir mourir de faim au chaud»..

J'ai 20/22/25 ans, je suis étudiant.e cloîtré.e depuis un an, oublié.e par la société. Déjà qu'avant, vivre simplement était compliqué, aujourd'hui c'est la cata !

Au quotidien c'est l'angoisse !

Pas de bourse, disparus mes petits boulots, à chaque instant un choix s'impose.

Payer son loyer, sauter des repas ?

Partir plus tôt, marcher à pied pour aller à l'université ? Fréquenter les restos du cœur, renoncer au resto U ?

Aller au supermarché, s'approvisionner au Secours Populaire ?

Se retrouver entre copains pour se soutenir et travailler, s'exposer à une amende ?

Accepter l'isolement, la solitude, renoncer à ses rêves, à son avenir ?

Abandonner ses études, retrouver la chaleur du giron familial ?

Se sentir mal dans son corps, dans sa tête vers qui aller, comment se soigner ?

Comment réussir à étudier dans ces tristes conditions ?

POUR UNE VIE QUI NOUS RESSEMBLE

Vu l'urgence de nos situations, immédiatement :

- Versement à chaque étudiant d'un revenu de 560 € mensuels minimum.
- Octroi de chèque énergie sur présentation de la carte d'étudiant.
- Resto U : - amélioration sensible en qualité et en quantité, - gratuité et facilité d'accès pour les étudiants en grande précarité,
- Service Inter universitaire Médecine Préventive Promotion Santé (ENIT),
- Visite médicale obligatoire annuelle et gratuite, effective,
- Accès facilité pour toute consultation médicale.
- Frais de reproduction gratuits dans tous les établissements scolaires, universitaires.
- Prise en compte des revenus de l'étudiant de l'année précédente pour le calcul des bourses si rupture avec la famille.
- Transports gratuits de chez soi au lieu d'études, sans condition d'âge.
- Un aller/retour gratuit mensuel pour retrouver sa famille, sans condition d'âge.

Je suis pour, Signature :

lien pétition : <http://chng.it/6bPrCW6Ntp>

Action étudiante soutenue par la France Insoumise 65
2, rue Jean Perrin - 65000 Tarbes - tél. : 07 83 61 84 65
franceinsoumise65@gmail.com

Lettre ouverte à ceux qui ont le pouvoir d'agir

Maltraitée, abandonnée, notre jeunesse étudiante se meurt.

« Lutte pour vos droits, car ce n'est pas dans la passivité qu'on arrive à se défendre, et encore moins à gagner de bonnes conditions de vie ».

C'est le cri d'Anas K., qui s'immole par le feu le 8 novembre 2019 alors qu'étudiant, il n'avait plus d'emploi stable, de logement étudiant ni de bourses universitaires.

Cette alerte n'est pas nouvelle. La crise sanitaire aggrave encore cette situation : absence de petits boulots, cours à distance, isolement, exclusion ?

De jeunes étudiants vous conjurent : le nombre d'étudiants demandeurs d'aide alimentaire a triplé dans le département en peu de mois.

Pensez-vous les annonces du gouvernement suffisantes ?

- repas restaurant universitaire à 1€,
- chèque psy,
- aide à la solidarité (150 € versés le 19 décembre 2020 aux boursiers),
- 20 000 emplois de tutorat pour quelques étudiants ayant un niveau équivalent à une licence,
- «1 jeune, 1 solution», soit un accompagnement des jeunes en recherche d'emploi en offrant une compensation de 4 000 € pour les entreprises qui recrutent un jeune de moins de 26 ans.

Dans la réalité, les repas à 1 € ne couvrent pas les besoins nutritionnels en qualité, quantité et diversité. Tous n'y ont pourtant pas droit. 2h15 de psy pour régler une telle détresse ! Quant à l'aide à la solidarité : rien pour 2021. Combien de tuteurs recrutés sur les Hautes-Pyrénées ? 1 jeune, 1 solution, pour encourager l'abandon des études, un subterfuge ?

Syndicats étudiants, presse, radios se font l'écho de leurs alarmes.

Au regard de l'urgence, un collectif d'étudiants de notre département, que nous soutenons, exige pour chaque étudiant :

- le versement d'un revenu mensuel de 560€ minimum,
- l'octroi de chèques énergie sur présentation de la carte étudiant,
- une amélioration sensible en qualité et quantité des repas servis au resto U,
- rendre gratuit et faciliter l'accès au resto U pour les étudiants en grande précarité,
- l'exonération des frais de reproduction dans tous les établissements scolaires et universitaires,
- la prise en compte des revenus de l'étudiant de l'année précédente pour le calcul des bourses, si rupture avec la famille
- les transports gratuits de chez soi au lieu d'études, pour tous
- un aller/retour gratuit mensuel pour retrouver sa famille, pour tous

Nous devons tous veiller au bien-être de nos jeunes. Nous appelons les personnels de nos institutions à l'écoute, l'empathie, la bienveillance et le soutien.

Notre pays a besoin d'une jeunesse vivante, heureuse, dynamique et porteuse d'avenir.



LA FRANCE
INSOUMISE 65

2, rue Jean Perrin - 65000 Tarbes - tél. : 07 83 61 84 65 - franceinsoumise65@gmail.com